Zeitschrift: Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance

nationale des sociétés féminines suisses

Herausgeber: Alliance nationale de sociétés féminines suisses

Band: 45 (1957)

Heft: 849

Artikel: Anne ma soeur Anne, ne vois-tu rien venir?: réflexion sur la 13me

sessions de la commission des Droits de l'Homme

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-268992

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 30.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch



vement 1

FONDATRICE DU JOURNAL

Emilie GOURD M^m• WIBLÉ-GAILLARD, 10, rue des Granges
ADMINISTRATION ET ANNONCES
M^m• Renée BERGUER, 7, Pl. du Pt-Saconnex

Organe officiel des publications de l'Alliance de Sociétés féminines suisses

Les articles signés n'engagent que leurs auteurs

ABONNEMENTS SUISSE 1 an Fr. 6.-- (ab. min.) Abonnement de soutien . . 8.-Le numéro . 0.25 Les abonnements partent de n'importe quelle date

A LA MÉMOIRE D'ELISA SERMENT JADIS MEMBRE DE NOTRE COMITÉ.

Il suffit, pour avoir fait du bon ouvrage, de s'être donné humainement toute sa vie. Quand on a semé le mieux et le plus possible, on peut s'en aller en paix et céder la place à d'autres.

Roger Martin du Gard.

Pensions alimentaires

Notre rédaction a toujours grand plaisir à recevoir des visites d'amies féministes, lorsqu'elles sont de passage à Genève. C'est pourquoi nous ne voulons pas manquer de relater ici l'entretien que nous avons eu, le 15 mai, avec Mme Molly Mortimer Roberson, de Londres, membre de la «Women's Freedom League» et de la «Married Women's Association».

– Qu'en est-il de la situation de la femme mariée, en Suisse? m'a demandé M. Mor-

Je lui ai parlé de la situation que l'Associa-Je lui ai parlé de la situation que l'Association suisse pour le suffrage féminin tente de changer et que je ne décrirai pas ici, nous en avons longuement disserté dans le journal, à propos du questionnaire publié l'an dernier.

— Avez-vous en Angleterre, un projet à l'étude concernant les femmes mariées ? ai-je demandé.

— Le Parlement est saisi d'un projet pour

demande.

— Le Parlement est saisi d'un projet pour le payement des pensions alimentaires des femmes qui ont été abandonnées par leur mari. A l'instigation de l'Association des fem-

SI L'HISTOIRE DES HOMMES COM-MENCE A SUMER...

ainsi que le dit un gros ouvrage récemment paru,

L'HISTOIRE DES DACTYLOS COM-MENCE A MARI...

... du moins c'est ce que suggère l'archéolo-gue André Parrot qui a exhumé Mari des sa-bles du désert mésopotamien, au Moyenorient. Il y aurait trouvé des tablettes cou-vertes de caractères cunéiformes, que les sa-vants s'efforcent de déchiffrer et dont quel-

vents de tunteles chinestimes, que les savants s'efforcent de déchiffrer et dont quelques-unes auraient été écrites par des femmes.
Or, en ces temps-là, l'écriture était un art
compliqué et difficile que l'on acquérait par
de longues années d'études et que seuls les
scribes (secrétaires) possédaient. Vous voyez
bien que l'existence des secrétaires féminines
est attestée 1800 ans avant Jésus-Christ!!!
Et nous qui croyions avoir inventé un métier pour les femmes!
Cette profession toutefois semble dangereusement menacée. A la dernière assemblée
des femmes de carrières libérales et commerciales, à Interlaken, on a montré que cette
armée d'employées de bureau serait bientôt
remplacée par des machines automatiques et
qu'il fallait se préparer à tout évènement. Un
prophète allemand aurait même annoncé le ya il jaillait se prepare il confecencio. Oi propphète allemand aurait même annoncé le retour massif de la femme au foyer! Voire... Et celles qui n'en ont pas ? Néanmoins, ce n'est pas pour demain, ras-

surons-nous provisoirement.

Du moins restera-t-il un témoignage tan-

gible du labeur énorme accompli par ces ar-mées d'employées, pour les archéologues des temps futurs? qui pourraient attester qu'il fut un âge, l'âge du papier, où la civilisation fut maintenue en marche par des mains fé-

Las, non! On nous annonce la disparition, Las, non! On nous annonce la dispartiton, plus prochaine que l'avènement de l'automatisation, des montagnes de papiers et des dossiers écrasants: le micro-film remplace de plus en plus la paperasse. On photographie les letres et leur réponse, les rapports, les comptes, tous les documents, sur des microfilms, le dossier le plus imposant disparaît tout entier dans de la contract et act tient sur une matière. un dé à coudre et cela tient sur une matière si fragile qu'elle ne défiera pas les siècles, comme les tablettes d'argile trouvées à Mari.

Floriana Institut pédagogique privé Pontaise 15 — LAUSANNE F. PIOTET Tél. 24 14 27

Formation de gouvernantes institutrices pour

Préparation d'assistantes

pour Homes d'enfants, Colonies de vacance. Maisons de refuge, etc. Professeurs diplômés, Diplômes, Placement

Entretien avec Mme Mortimer Roberson

mes mariées, Miss Joan Vickers, M. P. (député), a proposé une loi qui permettrait d'obtenir que les pensions alimentaires, décidées par les tribunaux, puissent être déduites du salaire du mari, au moment où il le touche. Sans cela, on n'obtient pas qu'il paye ce qu'il doit à sa femme et à ses enfants.

— Il en est de même chez nous, dans de trop nombreux cas, je dois le dire. Ce projet pourra-t-il bientôt être adopté?

pourra-t-il bientôt être adopté?

— Nous l'espérons, nous avons eu la chance qu'il vienne en discussion.

— Comment la chance? Tous les projets ne viennent-ils pas à leur tour en discussion?

— C'est parfois très long. Les projets déposés sont extrêmement nombreux à la Chambre des Communes. On les place dans une grande urne et on tire au sort ceux qui passeront les premiers.

— Quelle singulière méthode, mais peut-être bien commode, après tout! Personne ne

— Quelle singulière méthode, mais peutêtre bien commode, après tout ! Personne ne
peut se plaindre d'être mis de côté indûment
on n'accuse que le sort.

— A notre grande satisfaction, notre projet est sorti et il doit être discuté en troisième
lecture sans doute vendredi 17 mai. Nous approchons du but.

A ce suier que se passet il dans votre.

A ce sujet que se passe-t-il dans votre

- En Suisse, dans certains cantons, les organes d'assistance publique ont des moyens administratifs qui leur permettent de récu-pérer les sommes que les mauvais payeurs né-gligent de verser à leur famille abandonnée, nais ailleurs, c'est moins facile et à Genève, oin de progresser, le système a rétrogradé.

Les organes d'assistance ne peuvent plus

Maintenant, c'est la femme elle-même qui doit porter plainte en justice, ce qu'elle répugne à faire. Et, si on emprisonne son mari, qu'il perde son gagne-pain, il devient insolvable et elle n'est pas plus avancée. Je souhaite donc bon succès au projet de loi de Miss Vickers et à sa rapide mise en appli-

— Le gouvernement donnera sans doute des facilités. Les maris mauvais payeurs ne seront plus emprisonnés, leur femme et leurs enfants recevront ce dont ils ont besoin pour vivre et l'assistance publique épargnera des millions de livres, qui vont à soutenir les fem-mes et les enfants abandonnés et à entretenir

des coupables en prison.

— Il ne nous reste plus qu'à voir la mise en pratique de la convention internationale qui permettra d'atteindre les maris mauvais payeurs qui se sont réfugiés à l'étranger, afin d'échapper à toute poursuite.

Anne ma sœur Anne. ne vois-tu rien venir?

Réflexions sur la 13me session de la commission des Droits de l'Homme

Nous ne pouvons qu'approuver le « Mouvement féministe » de ne pas laisser l'intérêt fléchir pour l'ONU, malgré le découragement compréhensible provoqué par sa carence. Mais nous comprenons aussi que plus d'une association féminine, jouissant du statut consultatif se soit demandé s'il était décent d'envoyer des représentants à la Commission des droits de l'homme, pour sa 13me session, à Genève. des droits à Genève.

« Les organisations privées n'ont pas pour rôle d'emboîter le pas aux gouvernements, mais d'éclairer l'opinion à l'avant-garde » di-sait Sir Robert Cecil, jadis président des associations pour la Société des Nations.

La 13me session de la Commission a-t-elle pu dissiper en quelque mesure cette décep-tion? qu'en est-il des points principaux à l'ordre du jour?

Le projet de *Déclaration des Droits de l'en-*nt fut renvoyé aux Etats membres pour examen.

sauvegarde contre l'arrestation ou la détention arbitraire, est renvoyée à la prochaine

la liberté d'information est transmise à un comité spécial chargé d'examiner toutes les recommandations et décisions adoptées pré-cédemment et, le cas échéant, il devra recom-

mander des mesures de mise en œuvre.

le droit d'asile qui pose aujourd'hui des problèmes si dramatiques pour des dizaines de milliers de personnes, est envoyé aux gouver-

nements pour observations...
enfin, la Commission siégeant à huis-clos, a
pris acte de la distribution d'une Liste de pris acte de la distribution d'une Liste de communications, transmises par le secrétaire général de l'ONU. Sous cette dénomination se cachent pudiquement les plaintes sur la violation des libertés individuelles qui affluent constamment au siège des Nations Unies et ne reçoivent qu'un accusé de réception. Pourquoi le bilan nous semble-t-il maigre ? est-ce la faute des membres des commissions ? des résistances gouvernementales ? d'une mauvaise volonté des uns ou des autres ? Certainement pas

nement pas.

nement pas.

Cette carence s'explique indubitablement par la structure actuelle de l'Organisation.

A l'origine, les Nations Unies comptaient 50 Etats membres, elles sont maintenant 80, enrichies surtout de pays dont la démocratie est plutôt verbale ou de pure façade. Sur les 80 membres, 60 ont un régime de dictature

et plusieurs connaissent encore l'esclavage en tant qu'institution légale. Il est difficile de faire œuvre constructive dans ces conditions. Heureusement l'ONU et surtout quelques-

unes de ses organisations spécialisées ont des résultats beaucoup plus réjouissants à leur actif. T. Hauchmann.

Difficultés au sujet des Droits de l'Enfant

Difficultés au sujet des Droits de l'Enfant

On est en train d'élaborer une charte des droits de l'enfant, sur le plan international. Voilà bien un sujet sur lequel il devrait être facile de s'entendre. Lorsque la Commission des Droits de l'Homme a repris cette étude qui était restée en chantier depuis 1950, on pouvait croire qu'il suffisait de s'y mettre pour aboutir. Qui en effet, ne comprendrait que, parmi les êtres humains, l'enfant a besoin d'être protégé? Il est physiquement faible, il faut le soutenir, lui permettre de se développer librement et harmonieusement, il faut veiller à sa santé, à son éducation, à son instruction; il ne doit pas être exploité (et certes il le fut, au cours des âges!) il doit avoir sa part de loisirs et de discipline.

Mais déjà quand on parle de l'éducation, les opinions divergent: les parents doivent-ils être tout puissants et l'État doit-il protéger l'enfant contre la tyranmie de certains parents? L'idéologie politique doit-elle l'emporter sur les convictions des parents?

Il se pose ainsi une foule de questions qui ralentissent les travaux, quoi qu'on fasse.

Toutefois, à cette 13me session de la Commission des droits de l'Homme (1er-27 avril

Toutefois, à cette 13me session de la Com-mission des droits de l'Homme (1er-27 avril 1957), ce n'est pas sur ces points de doctrine que les dix-huit membres de la commission ont buté. C'est contre le cas de l'enfant illé-

Nous ne pouvons résumer ici tout ce que les délégués ont dit sur ce sujet. L'enfant illé-gitime est, de sa naissance à sa mort, la victi-me d'une situation déplorable, comment lui rendre un statut normal?

rendre un statut normal?

Le délégué d'Italie, un remarquable orateur, un professeur de droit réputé, démontra que tout ce que l'on tentait pour donner à l'enfant illégitime une situation familiale égale à celle de ses demi-frères et sœurs, était toujours pris sur les droits de l'enfant légitime. Or, empiéter sur les droits de l'enfant légitime, c'est affaiblir les bases de la famille et la famille est la cellule de base des sociétés.

(suite en page 2)

L'Alliance de Sociétés féminines suisse a siégé à Lugano (4-5 mai 1957)

Nos abonnés ont pu trouver dans « Femmes Suisses » du 18 mai, un aperçu général de l'Assemblée de Lugano. Mais il convient de revenir sur certains point de l'ordre du jour qui méritent un rappel un peu plus dé-taillé.

A travail égal, salaire égal

C'est Mme A. Ringling, dr jur., qui présenta l'étude du rapport du Conseil fédéral, sur l'égalité de rémunération entre les deux sexes. Ce rapport répond à un postulat, accepté par les Chambres en 1953 et examine le problème.

L'examen de la situation actuelle révèle que le 60 % des salariées cont des ouvrières.

que le 60 % des salariées sont des ouvrières ; 70 % de celles qui travaillent professionnellement sont célibataires, 47 % ont moins de

30 ans. Malgré l'augmentation de la population, le nombre absolu de celles qui gagnent leur vie ne s'est guère modifié, leur proportion diminue donc. La moyenne des salaires féminins a passé de 50 à 65 % de la moyenféminins a passé de 50 à 65 % de la moyen-ne des salaires masculins. On approche ainsi d'une rémunération plus équitable du travail de la femme. C'est surtout les ouvrières qui ont bénéficié de cette amélioration. La convention et la recommandation sur l'égalité de salaire adoptées par l'Organisa-tion internationale du Travail en 1951 ne

ton internationale du Travail en 1951 ne parlent d'un salaire égal que pour un travail de valeur égale. Cette évaluation n'est pas très facile, aussi ne peut-on guère prévoir avec certitude les effets que l'adoption du principe aurait sur l'économie en Suisse. Dans l'hypothèse où l'égalité de salaire provoque-

rait une hausse des salaires féminins de 5 %, le total des salaires des deux sexes s'élèverait de l'0/0, ce qui serait une charge supportable. Mais les conséquences qui seraient pratiquement nulles dans certaines branches, pour-

ment nulles dans certaines branches, pour-raient en affecter d'autres sérieusement. L'administration fédérale s'efforce de plus en plus de ranger dans la même classe de traitement, les fonctionnaires des deux sexes qui accomplissent un travail de valeur égale, on tendra de mieux en mieux vers la satisfac-tion de cette revendication fémine. tion de cette revendication féminine.

On remarque aussi que, depuis quelques années, des femmes plus nombreuses ont accédé aux postes supérieurs.

(suite en page 2)



LEVURE VITAMINEUSE (Sévita

sous contrôle de l'Institut des vitamines



En prévision des débats aux Chambres Fédérales puis dans l'opinion publique au sujet du Message du Conseil fédéral, l'Association suisse pour le suffrage féminin recueillera des signatures pour appuyer son action en diffusant cet appel, grâce à ses membres.

APPEL

Mesdames et Messieurs.

L'idée de l'égalité politique des hommes et des femmes a fait de grands progrès ces derniers temps en Suisse. Des consultations féminines ont montré clairement et de façon frappante que les femmes de notre pays sont décidées à exercer les droits et à assumer les responsabilités des citoyens actifs. D'autre part, des votations populaires — en particulier la demière votation de Berne — ont prouvé que le nombre des hommes prêts à accomplir cet acte de justice à l'égard des femmes, a beaucoup augmenté. Dans les milieux intellectuels de toute la Suisse, des voix s'élèvent de plus en plus, pour demander que cesse le malaise provoqué par la privation des droits politiques qui pèse encore sur les femmes. Le Conseil fédéral lui-même, à la fin de son Message de février 1957, conclut « qu'il faut accorder aux femmes suisses, en matière fédérale, exactement les mêmes droits politiques qu'aux hommes ».

Nous ne pouvons plus, en notre qualité de « plus ancienne démocratie du monde », obliger les femmes à payer des impôts comme les hommes, leur laisser la charge de responsabilités en matière civile et économique, les enrôler dans le service de la défense du pays, et leur refuser le droit de collaborer à la formation et au développement de tous ces droits et obligations.

Il est aussi contradictoire de collaborer aux institutions créées par l'Organisation des Nations Unies, en particulier à l'UNESCO, et en même temps ne faire aucun cas du principe fondamental posé par l'ONU qui proclame l'égalité des êtres humains sans distinction de race, de langue, de sexe et de religion.

Et surtout : il est temps pour nous d'appliquer le principe de notre constitution qui prévoit que tous les Suisses sont égaux devant la loi et de cesser d'écarter de cette égalité la moitié des « Suisses ».

la moitié des « Suisses ».

Le principe même du suffrage féminin est aujourd'hui devenu évident. Son introduction en Suisse n'est qu'une question de temps. C'est ainsi que l'on entend s'exprimer chaque jour de nombreuses personnes dans le public.

Cependant, la réalisation de ce principe évident ne viendra pas toute seule. Même s'il s'agit d'une question de temps, elle ne doit pas être abandonnée au « laisser aller, laisser faire ». Comme pour toutes les questions il faut, en démocratie, la participation de tout le peuple pour aboutir. Il faut que l'on s'occupe de la question, qu'on l'explique et qu'on la fasse comprendre à la masse des citoyens.

C'est pour ce motif, Mesdames et Messieurs, qu'en collaboration avec l'Association suisse pour le suffrage féminin, nous faisons appel à toutes les femmes et à tous les hommes qui partagent nos idées de justice et d'égalité. Ce qu'il faut aujourd'hui c'est que le plus grand nombre possible de Suisses et de Suissesses affirment publiquement qu'ils sont partisans de l'égalité politique des femmes.

Nous vous serions donc reconnaissants si vous vouliez bien signer la déclaration ci-incluse et nous la retourner en nous autorisant à faire connaître au public que vous l'avez signée. Vous déclarerez, par votre signature, que vous estimez nécessaire et équitable que le suffrage féminin soit introduit en Suisse.

Nous ne vous demandons rien de plus. Nous sommes certains que beaucoup de citoyens qui sont encore hésitants aujourd'hui, seraient entraînés à réclamer la suppression de l'infériorité politique de la femme s'ils savaient que vous-même, et d'autres Confédérés très nombreux, appuient cette idée.

Ainsi serait créé un mouvement d'opinion montrant qu'il est inadmissible que la moitié de la population majeure de notre pays reste privée des droits politiques. Cette privation ne peut subsister dans notre démocratie.

En espérant une réponse favorable, nous vous prions de croire, Mesdames et Messieurs, à l'assurance de notre considération très distinguée.

Emilio Agostinetti, conseiller national Elsie Attenhofer, artiste dramatique Denise Berthoud, avocate Charles Bettens, député Marcel Bindit, préfet Roger Bonvin, conseiller nationa Georges Borel, conseiller national Walther Bringolf, conseiller national Carl-J. Burckhardt, ministre Alix Choisy-Necker, présidente de l'Association suisse pour le suffrage féminin Fernand Cottier, conseiller national Sidney de Coulon, conseiller aux Etats Eric Descoeudres, journaliste Gabriel Despland, conseiller aux Etats Eugen Dietschi, conseiller national Peter Dürrenmatt, journaliste Rolf Eberhard, journaliste Pierre Etienne, pasteur Max Gafner, conseiller d'Etat Brenno Galli, conseiller d'Etat Fritz Giovanoli, conseiller national Aloïs Grendelmeier, conseiller national Iean Gressot, conseiller national Général Henri Guisan Harald Huber, conseiller national Alphons Koechlin, pasteur Urs Küry, évêque Georges Leuch, ancien juge fédéral

Hedi Leuenberger, présidente du groupe féminin socialiste suisse

Hermann Leuenberger, conseiller national Marie Métrailler, chef d'entreprise artisanale Hans Meuli, médecin chef de l'armée

Riccardo Motta, directeur général de la Banque Nationale Suisse Hans Oprecht, conseiller national

Jean Peitrequin, syndic Carl Peter, conseiller d'Etat

Can Feter, consenier d'Etat de Cenève

Dora Schlatter, présidente de la Fédération suisse des

femmes protestantes

Kurt Schoch, conseiller aux Etats Ruit Senoch, consenier aux Lutas Renée de Sépibus, présidente de l'Association valai-sanne pour le suffrage féminin Ida Somazzi, présidente de «La femme et la Démocratie»

Georg Sprecher, conseiller national Arthur Steiner, conseiller national Werner Stocker, juge fédéral

Arthur Stoll, professeur Walter Stucki, ministre Paul Vallotton, avocat Max Weber, conseiller national

Louise-C. Wenzinger, présidente de l'Union civique des femmes suisses catholiques

Max Wullschleger, conseiller d'Etat

On la voit, menue et agile, il y a quelques années encore, prendre sa place dans les nombreux comités dont elle faisait partie. Vivenent, elle participait à la discussion, elle était au courant de tant de choses dans les quesau courant de tant de choses dans les questions féminines. Son avis était toujours sage et juste. Souvent j'ai fait appel à ses lumières quand j'étais présidente de l'Alliance de sociétés féminines suisses, elle en connaissait tous les départements, elle qui l'avait fondée, en 1901, avec quelques membres de l'Union des femmes de Lausanne, de Genève, de Berne et de Zurich. Elle l'a aimée, son Alliance, dont elle fut la première secrétaire puis la vice-présidente. Elle suivait, tous les travaux de ses commissions, faisant partie elle-même de la commissions d'éducation nationale et de la commission d'hygiène. N'était-elle pas justement qualifiée pour cette dernière, elle qui avait fait ses études de garde-malades à la Source et qui avait pratiqué plusieurs Source et qui avait pratiqué plusieurs

Avec son amie Emma Pieczynska, elle or-nisa les tâches immédiates de notre grande édération de sociétés féminines et sa mission future, la mission permanente des femmes dans le monde. Ensemble elles ont lutté pour le féminisme et elles sont mortes toutes deux sans voir la réalisation de leur rève! Mais leur exemple survit et sera suivi par celles qui luttent encore et poursuivent leur idéal: De-

viens ce que tu es. Elisa Serment avait une grande et belle âme et ne doutait pas qu'un jour les femmes pourraient avoir une âme collective qui do-

pourraient avoir une âme collective qui dominerait le monde par l'Amour du prochain. Elle était aimée de tout le monde parce qu'elle ne faisait que du bien autour d'elle. Elle répandit la joie et l'amour dans sa vocation de garde-malade comme dans la vie de tous les jours, lorsqu'une maladie de cœur l'obligea à restreindre ses activités sociales. Aujourd'hui, elle n'est plus, après de longs mois à la clinique Cécil, elle s'est endormie pour toujours, à l'âge de 92 ans. Personne ne l'oubliera et son souvenir nous aidera à poursuivre notre tâche.

Nous apprenons le décès de Mme Emme-line Forel-Forel, l'article nécrologique paraî-tra dans le prochain numéro du « Mouve-

Droits de l'Enfant

(suite de la page 1)

Il ne faut pas oublier que la Déclaration de Genève, des Droits de l'Enfant, approuvée par la Société des Nations existe — et n'est pas périmée — depuis 1924 et que ses termes devraient s'imposer, dit le rapport « aux peuples du monde aussi fortement aujourd'hui qu'en 1924 ».

On décida donc de renvoyer le projet de Déclaration des droits de l'enfant à la Commission sociale, qui avait rédieé le texte, et

mission sociale, qui avait rédigé le texte, et qui s'occupe spécialement, comme son nom l'indique, des questions sociales et par conséquent familiales.

Trouvera-t-on des formules plus satisfai-sante ? auxquelles puissent se rallier la majo-rité des Etats ? Espérons-le.



Maturité, baccalauréats Diplômes de commerce et de langues Classes préparatoires dès l'âge de 10 ans

Elisa Serment



Mlle Serment fut la première femme élue membre du conseil de paroisse de l'Eglise libre de Lausanne, en 1925 ; elle eut l'hon-neur de commencer, en 1913 la série des con-férences académiques, elle parla du Conseil international des femmes dont elle suivait les travaux auss intés

international des femmes dont elle suivair les travaux avec intérêt.

Elle organisa les Journées éducatives de Lausanne, elle fut membre du comité du Mouvement féministe ». Elle s'occupa beaucoup de la Ligue sociale d'acheteurs, elle fit partie de la Ligue vaudoise contre la tuberculose où elle travailla avec la doctorese Charlotte Olivier. Toutes deux furent membres de l'Union des femmes de Lausanne. C'est aussi au nom de ce comité que je

C'est aussi au nom de ce comité que je rends hommage à Elisa Serment. Elle fut un exemple de bonté, d'amour et de charité.

Adrienne Jeannet, présidente de l'Union des femmes de Lausanne.

DE-CI, DE-LA

Mlle Hélène Hauri a été nommée direc-trice de la «Realschule» des jeunes filles à Bâle.

La romancière et poétesse grisonne bien connue, Tina Truog-Saluz, est décédée à l'âge de 75 ans.

Protestation contre les armes atomiques

En avril a siégé, à Lausanne, le Comité international permanent des mères qui a voté un certain nombre de résolutions dmandant la cessation des essais nucléaires, la réduction cessation des essais nucleaires, la reduction des armements, l'étude au Conseil économique et social des Nations Unies des problèmes que pose le changement d'une économie de guerre à une économie de paix.

A Genève, une réception offerte à l'Hôtel Richemond, le 9 avril, permit aux Genevoises de faire connaissance de la Secrétaire du

comité, Mme Dora Russel, et de quelques au-tres membres, et d'apprendre le sujet des séances de Lausanne.

séances de Lausanne.

Qui ne serait convaincu de la nécessité de cesser les expériences d'armes atomiques?

Toutefois, le Comité permanent des mères cherche à obtenir cette interdiction en attencherche à obtenir cette interdiction en attendant l'accord des Etats sur les problèmes qui les divise. Nous croyons, pour notre part, que les mères du monde entier, si elles veulent voir aboutir leur supplication, devraient s'atteler immédiatement à proposer des solutions pratiques aux conflits et assurer la sécurité des peuples. Ces démarches politiques et pacifiques doivent être simultanées, sans quoi, on clame dans le désert.

Une histoire illustrée du vote des femmes en Angleterre Les premiers pionniers du suffrage féminin en Angleterre ne réclamaient pas ce droit au nom du progrès de la civilisation, mais afin d'obtenir la restauration de droits an-ciens. Et ils invoquaient des faits précis prouami d'obtemi la festantation de units airciens. Et ils invoquaient des faits précis prouvant que les femmes ne sont point incapables de s'occuper des affaires publiques : elles peuvent, s'il n'y a pas d'héritier mâle, porter la couronne royale et il fut un temps où les abbesses des grandes communautés religieuses étaient conviées à assister aux premières assemblées du Parlement, au Moyen-Age.

D'autre part, on possède des pièces historiques prouvant que les femmes, grands propriétaires fonciers, avaient leur mot à dire dans l'élection des représentants du peuple.

En 1733 nous dit-on, à une élection de sacristain, le candidat recueillit 174 suffrages masculins et 22 suffrages féminins. Tandis que la candidate recueillit 169 suffrages masculins et 40 suffrages féminins, elle fut donc élue, ceci provoqua la protestation de son ad-

versaire qui allégua que les votes féminins de-vaient être annulés, et un débat juridique sur ce point fut ouvert qui d'ailleurs ne trancha

ce point fut ouvert qui d'ailleurs ne trancha pas la question.

Des théoriciens exposèrent leurs vues au cours du XVIIIe et du XIXe siècle. L'ou-vrage de William Thomson, paru en 1825, ouvre vraiment le débat, c'est la naissance du mouvement suffragiste, quoiqu'il n'eût pas de notoriété. Les arguments que Mme Pankhurst développa cent ans plus tard sont déjà soute-nus nar Thomson.

développa cent ans plus tard sont déjà soute-nus par Thomson.

Mais ce qui alluma le conflit fut la ré-forme législative de 1832 où il était stipulé que, dans les nouveaux arrondissements élecque, dans les nouveaux arrondissements élec-toraux, qui remplaçaient les anciens, les fem-mes n'auraient pas de droit de vote. C'était affirmer légalement que le doute ne subsis-terait plus sur ce point. Il y eut même un dé-puté, Hunt, qui présenta au Parlement, en 1832, une pétition demandant que toute fem-me célibataire en possession des moyens financiers requis d'un électeur, jouisse du droit

de vote.

Nous ne voulons pas déflorer, en le résumant, le récit si vivant et coloré de Roger Fulford, contant l'histoire du vote des femmes britanniques. Rien de compassé ou de didactique, mais bien plutôt les séquences d'un film qui ont des titres percutants: « Cette folie perverse et dangereuse, les droits féminis » — « Une question provocante à Churchill » — « La guerre est déclarée aux fem-

chill » — « La guerre est déclarée aux femmes », etc.

Dans son introduction, l'auteur énumère toutes les sources auxquelles il a puisé, et ceci constitue un répertoire fort précieux pour ceux qui étudient la question. Enfin, un index des personnalités citées, accompagné de dates et de brèves notes, rendra des services fort appréciables. Toutes celles qui lisent l'anglais ne regretteront pas d'avoir acquis ce livre plein de substance.

Roger Fulford — Votes for Women — Faber and Faber LTD, Russel Square 22, Londres.



UNE SALLE DE BAINS 1 m²

GRASSET B. PETZOLD

> 17, SERVETTE Tél. 33 80 30